



COMITE DE PILOTAGE DES ACTIONS HUMANITAIRES D'OICHA/ CoPi-RDC Contact :
+243997743677, +243998481820, +243992077985. E-mail : copirdc2018@gmail.com,
rkirimba@gmail.com, jacquiskinahwa0@gmail.com

Rapport de l'Evaluation Rapide Multisectorielle, ERM

<Province du NORD KIVU, Territoire de BENI, Commune rurale d'Oicha et Localité Tenambo

<Zone de santé d'OICHA>

Date de l'évaluation : du 28 novembre au 01 décembre 2020 mai 2020

Date du rapport : 02 décembre 2020

Pour plus d'information, Contactez :

Richard KIRIMBA, tel : +243 992 077 985, rkirimba@gmail.com

Edison MUSUBAO tél:, 243 997 215 225, edisonmusubao54@gmail.com

1 Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

Nature de la crise :	Mouvements de population		
Date du début de la crise :	Octobre 2014 Récente crise : octobre 2020	Date de confirmation de l'alerte :	
Code Ehtools			
Si conflit :			
Description du conflit	A la suite des violences armées attribuées aux présumés ADF (Allied Democratic Forces) en ville et Territoire de Beni dans la province du Nord-Kivu ainsi que sur une partie des Territoires d'Irumu et Mambasa en Province de l'Ituri, plusieurs ménages se sont déplacés vers des zones supposées relativement sécurisées, particulièrement la commune rurale d'Oicha et la localité de Tenambo en zone de santé d'Oicha, Territoire de Beni en province du Nord-Kivu. Les tueries qui s'en suivent ont débuté vers l'an 2014 et des vagues des déplacés se sont dès lors enregistrées au fil des années dans la zone de santé d'Oicha dont les dernières sont celles enregistrées de juin à octobre 2020. Les villages affectés par les tueries d'octobre et d'où proviennent les déplacés des récentes vagues sont en autres : MAMOVE, MUSUKU, MANTUMBI, BAYETI, BEU, ERINGETI, MAY MOYA, KOKOLA, KITOHO (Mbau), PK 25 Route KAMANGO UPEDE, MALEKI, NZAKIYA, MABUO, MAPENDO-SAMBOKO, Matadi, TANDIKA, TARASI, VIRUNGA, SAYUNI, VUHIRA. Cette succession des vagues des déplacés dans la commune rurale d'Oicha et localité de Tenambo est à la base de l'augmentation de la vulnérabilité de la population hôte. Estimée à 140 000 habitants avant la crise la commune rurale d'Oicha a vu sa démographie galoper		

jusqu’à environ 25,86%, soit une augmentation de 36204 habitants déplacés (6000 ménages).

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

Localité/village (Si possible, coordonnées GPS)	Déplacés suite à la crise (Juin- Octobre 2020)	Nbre d’autochtones en commune rurale de d’Oicha et en localité de Tenambo	Retournés à cause de cette crise	%
MAMOVE, MUSUKU, MANTUMBI, BAYETI, BEU, ERINGETI, MAY MOYA, KOKOLA, KITOHO (Mbau), PK 25 Route KAMANGO UPENDE, MALEKI, NZAKIYA, MABUO, MAPENDO-SAMBOKO, Matadi, TANDIKA, TARASI, VIRUNGA, SAYUNI, VUHIRA	36204	140000	6740	25,86%
Total/Moyenne	36204	140000	6740	25 ,86%

Commentaire : 6721 ménages déplacés, soit 36204 personnes représentant 25,86% de la population hôte vivant dans les conditions de vulnérabilité du fait d’avoir accueilli les déplacés depuis plus de 5ans.

Dégradations subies dans la zone de départ/retour	Selon les témoignages des déplacés, plusieurs exactions ont eu lieu dans leurs villages d’origine telles que les tueries de civils, les pillages des boutiques, officines pharmaceutiques, des incendies des maisons et des biens, les coups et blessures ainsi que les Kidnappings et violences sexuelles.
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	Les déplacés en provenance d’ERINGETI ont parcouru 30 km, tandis que ceux venus des autres agglomérations environnantes à la commune rurale d’Oicha et de la localité Tenambo ont parcouru entre 5 et 20 kms.
Lieu d’hébergement	- Communautés d’accueil (76%) - Maisons octroyées gratuitement et/ou en location (5%). - Sites/camps de déplacés (19%)
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Pour les déplacés venus de toutes les agglomérations environnantes à la commune rurale d’Oicha et à la localité de Tenambo, le retour n’est pas encore envisageable car les violences et l’activisme des individus armés présumés ADF continuent dans leurs villages d’origine. Tous les déplacés conditionnent leur retour à la sécurisation de leurs zones d’origine, la cessation des violences armées et exactions dont ils sont souvent victimes.

Si épidémie

La situation épidémiologique de la zone de santé d’Oicha montre que la pénurie d’eau se prononce avec acuité entre janvier et mars de chaque année avec des conséquences sur le plan socio-sanitaire.

La MVE a frappé également la zone de santé d’Oicha lors de sa 10ème parution en RDC. En ce moment, 7 cas de COVID-19 ont également été notifiés dans la zone de santé d’Oicha.

Par ailleurs, le risque de réapparition des épidémies liées à l’insalubrité reste réel, car il s’observe dans la zone d’Oicha un sérieux problème d’insuffisance d’eau potable et d’assainissement avec un taux de couverture en latrines et douches hygiéniques de moins de 30% au sein des communautés.

1.2 Profil humanitaire de la zone

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Cholera et diarrhée	Construction en 2020 des 2 minis réseaux d'adduction d'eau par système photo voltaïque dans deux quartiers (MASOSI et MBIMBI) en	Zone de santé de d'Oicha.	OXFAM GB	Toute la population de ces deux quartiers

	commune rurale d'Oicha			
Maladie à Virus Ebola	Sensibilisation sur la pérennisation des acquis et l'engagement communautaire installés lors de la riposte	Zone de santé d'Oicha	COPI-RDC, Zone de santé,	Population de la zone de santé d'Oicha
Incapacité des populations locales de payer les soins médicaux suite à la pauvreté.	Gratuité des soins de santé dans les formations sanitaires déjà clôturée dans toutes les formations de santé jadis bénéficiaires, excepté le CS PAKANZA (avec référencement à l'HGR) appuyée par le CICR.	Centres de santé et hôpital.	CICR	Population de l'AS de Pakanza.
Insuffisance de l'eau potable dans la zone de santé.	Renforcement de l'adduction d'eau potable : extension de l'adduction d'eau potable existant en augmentant les sources, bornes fontaines...	Aires de santé accessibles	RAS	RAS
Sources d'information : Bureau central de la Zone de santé d'Oicha et les membres du comité des déplacés ainsi que la coordination de la société civile.				

2 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	Aléatoire
Techniques de collecte utilisées	Groupes de discussion (Focus group), échanges individuels avec les informateurs clés, observation directe et la documentation.
Composition de l'équipe	1) Richard KIRIMBA Contacts : +243 992 077 985, rkirimba@gmail.com 2) Désiré KILONGO contact t : +243 998 481 820, desikilongo@gmail.com 3) Edison MUSUBAO Contact : +243 997 215 225, edisonmusubao54@gmail.com 4) Isidore KICHAMBULA Contact : +243 998 924 072, isikicha@gmail.com 6) Jacquie KINAHWA Contact: +243 997 743 677, jacquiskinahwa0@gmail.com 7) Esdras MATHE Contact: +243 8) Germain MUKEKA Contact : +243 993 293 073

3 Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiés (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
Appui en moyens de subsistance	Organiser une assistance à travers le cash inconditionnel (paiement de loyer, paiement de la redevance d'accès à la terre pour faire les activités agricoles et démarrage d'une AGR).	Déplacés et famille hôtes vulnérables.
Santé et nutrition	Déclencher à nouveau la gratuité des soins de santé couplée avec l'appui nutritionnel aux populations à travers les formations sanitaires.	Population Déplacée et autochtone.
Sécurité alimentaire	Distribuer des vivres pour soulager la population en souffrance suivi d'un accompagnement agricole couplé avec un appui en semence maraichère et/ou vivriers.	Déplacés et Familles d'accueil vulnérables.
Education	- Appuyer la construction de nouvelles salles de classes et leur équipement pour répondre au besoin de l'augmentation des effectifs due à la gratuité. - Appuyer la scolarisation des enfants déplacés trouvés dans la zone de déplacement, à travers la distribution des Kits scolaires et ici avec plus d'attention aux enfants orphelins à la suite des tueries dans la région.	Enfants déplacés et autochtones en âge scolaire.

	- Elargir la cantine scolaire à toutes les écoles se trouvant dans la zone (Seules 25 écoles sont appuyées en cantine scolaire par WFP sous la mise en œuvre des activités par APETAMACO. - Augmenter la capacité d'accueil des écoliers et élèves étant donné que 39 écoles entières ont été délocalisées - Organiser des sessions d'appui psycho social aux élèves et enseignants qui se trouvent être traumatisés par les phénomènes de crises en répétition dans la région.	
AME et ABRI	Organiser les assistances en AME et un appui à la construction des abris transitionnels en faveur des déplacés dans les besoins.	Ménages déplacés et familles hôtes
Eau, hygiène et assainissement	Améliorer la couverture en eau potable par l'aménagement et/ou construction des sources, renforcer la sensibilisation sur l'hygiène et assainissement afin d'améliorer les taux des latrines hygiéniques en ZS d'Oicha.	Ménages hôtes et déplacées
Logistique	RAS	.
Protection civile et violences basées sur le genre.	Sensibilisation sur le respect du genre, lutte contre les violences sexuelles ainsi que la lutte contre l'utilisation de la drogue et des stupéfiants.	Population locale

4 Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	Les risques d'instrumentalisation sont possibles si les leaders communautaires ne sont pas suffisamment impliqués dans les activités d'assistance humanitaire. Leur implication doit partir de la définition des critères de ciblage jusqu'à l'évaluation post assistance.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Les risques d'accentuation des conflits préexistants peuvent découler des facteurs suivants : - l'assistance humanitaire prenant en compte les seuls déplacés au détriment des familles d'accueil vulnérables qui sont aussi dans le besoin, - l'appui à la construction des abris transitionnels en faveur des déplacés et familles d'accueil sur des parcelles potentiellement conflictuelles. Pour éviter que l'assistance ne soit à la base d'un conflit entre déplacés et autochtones, il serait important de prendre en compte les familles d'accueil vulnérables.
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	Le risque de distorsion dans l'offre et de la demande des services à Oicha semble être faible, avec la présence de certains fournisseurs locaux et la main d'œuvre locale disponible. Le risque de distorsion des prix reste aussi mineur, car le service de l'économie et la Fédération des Entreprises du Congo de la commune rurale d'Oicha surveillent les prix sur le marché.

5 Accessibilité

5.1 Accessibilité physique

Type d'accès	La commune d'Oicha comme la localité voisine de Tenambo sont accessibles par voie routière et sont situées sur la RN4 à environs 30KM de la ville de Beni et ce, sur un macadam.
---------------------	--

5.2 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	La zone est sous contrôle des militaires FARDC et de la PNC, avec la présence des autorités civiles et de l'Agence nationale de Renseignement (ANR). Toutefois, la présence des individus armés présumés ADF dans les environs est réelle et rend OICHA difficilement accessible sur le plan sécuritaire.
--------------------------------	---

Communication téléphonique	Les réseaux de communication téléphonique Orange, Airtel et Vodacom y sont opérationnels.
Stations de radio	Les radios Moto Oicha, Muungano, Tangazeni Kristo, Evangélique Butembo à Oicha, UMA... émettent toutes depuis la commune rurale d'Oicha.

6 Synthèse de la zone selon les 5 indicateurs de sévérité des besoins

Index	Niveau de sévérité	Ménage IDP indicateur proxy	Phase SECAL	Nutrition (Taux MAS)	Cholera, Paludisme, FT, IRA taux de morbidité	Incidents de protection (cas cumulés)
1	Mineur				RAS	
2	Modéré	3.266		1,12%	RAS	
3	Sévères				RAS	341
4	Critiques		IPC4		RAS	
5	Catastrophique				RAS	

Par ailleurs, il s'observe que la situation de protection est sévère, avec plus de 341 incidents rapportés dont la majorité concerne les atteintes à l'intégrité physique, avec plus de cas de violences sexuelles.

7. Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

7.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non
Incidents de protection rapportés dans la zone	
Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	Les relations entre les populations déplacées et familles d'accueil sont bonnes, mais avec le problème d'accès aux ressources (vivres surtout), ces relations pourront de détériorer les jours à venir. Déjà quelques cas de vol des vivres des autochtones par les déplacés sont notifiés çà et là.
Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.	Oui : la société civile, les leaders religieux et les autorités locales et autres structures des défenses des droits humains.
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	L'impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base se manifeste sur différents niveaux : cas de mortalité des enfants causée par les infections respiratoires, la rareté des denrées alimentaires sur le marché, diminution de la production agricole, la réduction de prolongée d'accès aux champs (Unique source des revenus) par la population à la suite de l'insécurité.
Présence des engins explosifs	Non rapporté
Perception des humanitaires dans la zone	Les humanitaires sont bien vus et acceptés dans la zone surtout avec l'intégration et l'interaction des acteurs humanitaires locaux, les risques de la mauvaise perception de réponses humanitaires sont affaiblis.
Recommandations	1) Sensibiliser la communauté sur la lutte contre les violences sexuelles, la cohabitation pacifique et résolution pacifique de conflits. 2) Envisager un paquet de réponse pour les victimes d'incidents de protection

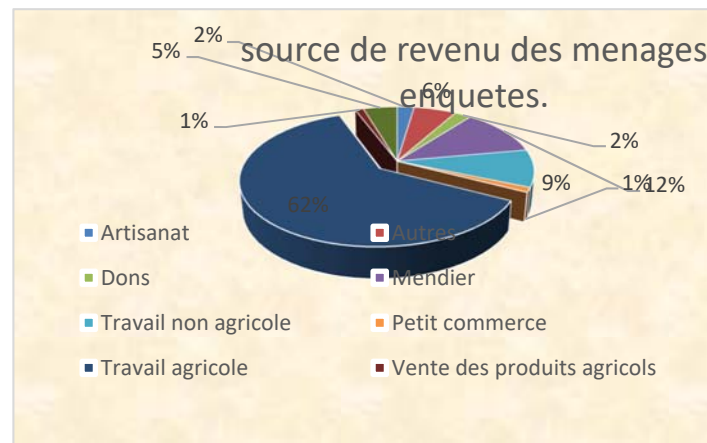
7.2 Sécurité alimentaire :

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non
---	---

Classification de la zone selon le IPC	IPC 4	Assistance en vivres et accompagnement agricole avec appui en intrants agricoles et en conduite du petit élevage familial.																															
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	La crise a déjà impacté négativement sur la production agricole dans la région, avec l'abandon des champs, source des revenus pour la quasi-totalité des ménages autochtones et déplacés dans les agglomérations environnantes à la commune et la localité de Tenambo. Ceci touche tous les tissus socio-économiques de la population hôte ainsi que les populations déplacées.																																
	Dans une évaluation rapide des besoins effectuée par l'ONG locale CPAD sous l'appui technique de l'ONG OXFAM dans les sites d'hébergement des déplacés en commune rurale d'Oicha en date 03 Octobre, les éléments ci-après sont à faire remarquer :																																
	Notons que les données recueillies par cette ERM ne s'écartent pas forcément à rien de conclusions de l'évaluation :																																
	692 Ménages ont été identifiés dans les sites/camps, écoles... en commune rurale d'Oicha																																
	1. Type de vulnérabilité <table><thead><tr><th>Type de vulnérabilité</th><th>Pourcentage</th></tr></thead><tbody><tr><td>Fcm</td><td>17%</td></tr><tr><td>Femme enceinte</td><td>10%</td></tr><tr><td>Femme allaitante</td><td>20%</td></tr><tr><td>Femme avec...</td><td>10%</td></tr><tr><td>PSH</td><td>6%</td></tr><tr><td>Veu</td><td>36%</td></tr></tbody></table> COMMENTAIRES : De ce graphique, les éléments suivants ressortent : ✓ 36% de ménages enquêtés ont en leur sein des personnes veuves /veufs ✓ 20% de ménages enquêtés ont en leur sein des femmes allaitantes ✓ 17% de ménages enquêtés ont pour chef de « Femmes » ✓ 10% de ménages enquêtés ont en leur sein des femmes enceintes ✓ 36% de ménages enquêtés ont en leur sein des personnes veuves /veufs ✓ 6% de ménages enquêtés ont en leur sein des personnes vivant avec handicap 2. Moyens de subsistance des ménages enquêtés. <table><thead><tr><th>Moyens de subsistance</th><th>Nombre</th><th>Pourcentage</th></tr></thead><tbody><tr><td>Agriculture</td><td>36</td><td>42%</td></tr><tr><td>Autres</td><td>43</td><td>50%</td></tr><tr><td>Elevage</td><td>1</td><td>1%</td></tr><tr><td>Petit commerce</td><td>6</td><td>7%</td></tr><tr><td>Grand Total</td><td>86</td><td>100%</td></tr></tbody></table> COMMENATAIRES : ✓ 50%, soit 43 personnes enquêtées ont pour moyens d'existences autres qu'Agriculture, l'élevage, petit commerce. ✓ 42%, 36 de ménages enquêtés ont pour moyens d'existence l'agriculture (travail journalier agricole qu'ils rendent à la communauté hôte en contrepartie d'une rémunération, quelqu'un soit la valeur). ✓ 7%. 6Ménages enquêtés ont pour moyen d'existence le petit commerce		Type de vulnérabilité	Pourcentage	Fcm	17%	Femme enceinte	10%	Femme allaitante	20%	Femme avec...	10%	PSH	6%	Veu	36%	Moyens de subsistance	Nombre	Pourcentage	Agriculture	36	42%	Autres	43	50%	Elevage	1	1%	Petit commerce	6	7%	Grand Total	86
Type de vulnérabilité	Pourcentage																																
Fcm	17%																																
Femme enceinte	10%																																
Femme allaitante	20%																																
Femme avec...	10%																																
PSH	6%																																
Veu	36%																																
Moyens de subsistance	Nombre	Pourcentage																															
Agriculture	36	42%																															
Autres	43	50%																															
Elevage	1	1%																															
Petit commerce	6	7%																															
Grand Total	86	100%																															

✓ 1%, soit 1 de ménage enquêté a pour moyen d'existence l'élevage.

3. Principale source de revenu actuellement des ménages enquêtés.



COMMENTAIRE

Il ressort de ceci les éléments ci-après :

- ✓ 62% des ménages enquêtés ont pour principale source de revenu le travail agricole (travail journalier agricole qu'ils rendent à la communauté hôte en contrepartie d'une rémunération, quelle qu'en soit la valeur).
- ✓ 12% des ménages enquêtés ont pour principale source de revenu le fait de « Mendier »
- ✓ 9% de ménages enquêtés ont pour principale source de revenu le travail non agricole
- ✓ Et une frange des ménages enquêtés a pour principale source de revenu les dons, l'artisanat, petit commerce...

4. Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

4.1 Indice de stratégie de survie

L'indice de stratégie de survie est de 24,5. Ce résultat est l'indice moyen de 86 ménages enquêtés lors de l'évaluation. Ces ménages font recours à des moyens moins pour survivre.

4.2. Score de consommation alimentaire.

Le résultat issu de l'évaluation initiale faite auprès de 86 ménages montre que tous les ménages ont un score de consommation alimentaire pauvre c'est à dire que ces ménages sont exposés à une alimentation moins diversifiée en qualité et en quantité.

Tous ces éléments de l'évaluation rapide des besoins se rapportent uniquement aux déplacés vivants dans les sites/ camps, écoles, ...

Cependant, la même situation est remarquable dans les ménages des déplacés vivant dans les familles d'accueil ou ayant trouvé des chambrettes de fortune dans la commune.

S'agissant de la population hôte qui n'avait globalement que source de subsistance et moyen de revenu les produits de champs et les ayant abandonnés, cette population hôte comme les déplacés qui avant la crise avaient l'habitude de manger trois fois par jour dont un repas léger le matin, le dîner à midi et le soir le souper se trouvent à ces jours dans un problème d'insécurité alimentaire dans la zone de déplacement et/ou d'accueil.

Dans la zone de déplacement, les déplacés connaissent de sérieux problèmes d'accès à la nourriture, par manque de ressources et la difficulté d'accès aux champs. Ils sont obligés de recourir à la solidarité communautaire, à la réduction de la quantité et la qualité du repas par jour. Ils mangent une fois par jour, en priorisant les enfants.

Production agricole, élevage et pêche	La production agricole a sensiblement baissé suite à la réduction de périmètre sécuritaire, rareté des terres arables accessibles à la suite de l'insécurité dans les zones périphériques à la commune. Et leur infertilité, ainsi qu'à la dégénérescence des semences. Seules les plus courageux essaient de leur manière de pratiquer l'agriculture périurbaine avec les difficultés s'y rapportant notamment manque des outils aratoires et d'un accompagnement technique culturelle. Il faut noter aussi que certains se rendent à leur risque et péril dans les champs périphériques où se vit l'insécurité et ceci à la recherche des vivres. Certains y perdent leur vie si les présumés rebelles les croisent. L'élevage du petit bétail est de plus en plus rare dans la zone, par manque de moyens et pâturage dans la zone. La majorité des populations hôtes et de déplacés ne pratiquent pas l'élevage, moins encore la pêche.
Situation des vivres dans les marchés	Il s'observe une certaine hausse de prix de vivres dans le marché, qui n'est pas à la bourse de la population tant locale que déplacée.
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	Pour faire face à la crise alimentaire, les déplacés recourent à la réduction de la qualité et la quantité de repas par jour. Ils consomment un repas par jour, constitué souvent d'une pâte de farine de manioc avec un peu du tapioca (feuille de manioc ou sombé). Pas de diversité alimentaire et la priorité est donnée aux enfants. Des femmes et filles recourent souvent à la prostitution (sexe de survie) pour avoir un peu de ressource et répondre aux besoins alimentaires des familles, alors que les hommes font de petits travaux journaliers auprès de la population locale, pour avoir un peu de ressource aussi.
Recommandation	Organiser la distribution des vivres en faveur des ménages déplacés et familles d'accueil vulnérables qui sont dans le besoin. Distribuer des semences maraichères surtout et garantir un accompagnement technique Organiser des foires aux vivres et/ou le cash inconditionnel.

7.3 Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non pour ces jours, Sauf que l'organisation COPI-RDC comme plateforme a organisé une distribution des vivres à une partie des déplacés vivants dans les sites. Ceci contenait un paquet de 25Kgs de riz, 16,8Kgs de haricot, 4litres de l'huile de palme, 1,5Kgs de sel de cuisine, de 3barre de savon de lessive, 300Grammes de semence amarante, 100 grammes de semence d'épinard, 30 grammes de semence de carotte et 25Grammes de semence courge pour les 416 Ménages sélectionnés.
Impact de la crise sur l'abris	Dans la zone d'origine, plusieurs maisons de déplacés sont en état de délabrement suite à leur abandon pendant une longue période. Dans la zone d'accueil, les déplacés et les familles d'accueil sont dans une grande promiscuité au sein des maisons. Une maison de 3 pièces héberge au moins 4 ménages de plus de 20 personnes. Ceci s'accroît par le fait que la commune dispose de quartiers entiers qui sont aussi abandonnés chaque soir par les habitants par peur d'incursions probables surtout que ces dernières y ont déjà été enregistrées plus d'une fois. La population hôte ainsi que les déplacés des zones périphériques se concentrent dans les seuls quartiers de la commune supposés en sécurité. Il s'agit par exemple du quartier Pakanza qui est surpeuplé à la suite de ce phénomène.

Type de logement	Dans des maisons semi durables en famille d'accueil, ou emprunté gratuitement, ou encore pris en location. Certains déplacés sont localisés dans les lieux publics dont surtout les écoles (EPA MASOSI, EP MWANGAZA, Institut MABALAKO...), les Eglises (CECA20 MASOSI, ...). Ici, les ménages sont obligés à dégager leurs biens de salles de classe durant les cours et y accéder par la suite après les cours. Les bébés et enfants, les malades et d'autres vulnérables comme les personnes de 3^{ème} âge sont renvoyés à l'extérieur lors de cours à la merci des intempéries comme la pluie et soleil ardent et ce, à longueur de journées ! Cependant, d'autres sont localisables dans les sites de déplacés construits par l'ONG AIDES sous un financement de l'UNICEF (Site de MULOKU et Site de LUVANGIRA) tous localisés en commune rurale d'Oicha.
Accès aux articles ménagers essentiels	La majorité des ménages déplacés ont perdu leurs biens dont les articles ménagers essentiels (AME) à la suite des violences armées et exactions des groupes armés (soit brûlés, soit pillés, soit encore abandonnés). D'autres avaient laissé derrière eux tous leurs biens, en fouillant afin de sauver leurs vies face aux menaces des groupes armés. En milieu d'accueil, les déplacés utilisent de façon intermittente les quelques ustensiles de cuisines de familles d'accueil tels que bassins, gobelets, assiettes, récipients pour puisage et stockage de l'eau. Pour d'autres articles ménagers essentiels comme vêtements, couvertures, nattes, les déplacés connaissent d'énormes difficultés, car dépourvus de tout.
Possibilité de prêts des AME	Les ménages déplacés utilisent le peu d'ustensiles de cuisine de familles hôtes, pas d'autres articles ménagers essentiels comme vêtements, couverture, etc.
Situation des AME dans les marchés	C'est facile de retrouver les AME dans le marché local à Oicha qui se tient chaque jour mais avec beaucoup plus d'engouement le Mercredi et Samedi de chaque semaine. Les commerçants de la place sont capables d'assurer des livraisons à propos.
Faisabilité de l'assistance ménage	La capacité de réponse au besoin en AME-Abris dans la contrée rassure de la faisabilité de l'assistance en AME et Abris dans la contrée.
Gaps et recommandations	Organiser une assistance en AME et appuyer la construction des abris transitionnels en faveur des déplacés, pour augmenter la capacité d'accueils des familles et améliorer les conditions d'hébergement des déplacés. Les déplacés vivent dans les familles d'accueil dans une promiscuité inédite et de surcroît ceux vivant dans les écoles, la situation est aggravante en cette matière de vulnérabilité

7.4 Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non
Moyens de subsistance	La crise a affecté négativement les activités génératrices du revenu surtout le petit commerce, l'élevage de petits bétails et même la culture maraichère. Les activités des champs, les activités génératrices de revenus sont quasi mises au ralenti et/ou ne sont plus pratiquées. Pour la culture maraichère, il y a non seulement manqué des semences, mais surtout des outils aratoires aussi. La présence des groupes armés empêcherait aussi la réalisation de certaines activités génératrices de revenus comme l'extraction artisanale de l'huile de palme.
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les	Les ménages déplacés ainsi que la plupart des familles d'accueil vulnérables ont des difficultés d'accès aux moyens de subsistance et même aux Activités Génératrices des

populations affectées	Revenus. Ils ne disposent pas capacités financières pour se constituer un fonds de démarrage d'une AGR.
Recommandations	Organiser une assistance en cash inconditionnel et appuyer la production agricole à travers la culture maraichère ainsi que l'appui en petit élevage familial pour une autonomie alimentaire des ménages.

7.5 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	Il existe au moins des marchés qui se tiennent chaque jour en commune rurale d'Oicha et il la circulation de l'argent y existe. La possibilité d'organiser une assistance en cash inconditionnel en faveur des ménages déplacés et familles d'accueils existe sans qu'il n'y ait risque sécuritaire pour les bénéficiaires.
Existence d'un opérateur pour les transferts cash	Sur place, il n'y a pas de banque au sens strict des IMF mais aussi des maisons de télécommunication ou Shop qui pourront faciliter cette opération de transfert monétaire. Celles-ci existent dans la ville de Beni située à 30kms au sud d'Oicha. Au regard de l'accalmie qui s'observe sur la route Oicha- Beni ce dernier temps, il y a lieu de déplacer ce service de Beni à Oïcha.

7.6 Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non Cependant, l'ONG OXFAM a récemment construit de l'adduction de l'eau dans 2 quartiers de la commune avec le système voltaïque (Quartier MBIMBI et Quartier Masosi/ Manzali L'eau constitue encore un casse-tête pour la population hôte que déplacée.
Risque épidémiologique	Le risque épidémiologique est grand dans la zone de santé de d'Oicha où la couverture en eau potable est de pourcentage bas et le taux de couverture en latrines hygiéniques est aussi en de ça de la moyenne acceptable.
Accès à l'eau après la crise	Depuis le début de la crise, l'accès à l'eau pose problème suite à l'insuffisance de la quantité par rapport au nombre actuel de la population. C'est en 2019 que 2minu réseaux de captage d'eau par système voltaïque ont été érigés. Ceux-ci alimentent en quantité insuffisante les quartiers Mbimbi et Masosi en commune rurale d'Oicha. Quelques sources sont construites ou aménagés tandis que d'autres méritent aménagement ou construction selon le cas. Les installations en eau sont exploitées par la communauté hôte et les déplacés de la manière suivante : ✓ Puits avec Tanks : 180 Ménages ✓ Puits creusé : 50-80 Ménages ✓ Puits de creusage : 60-100 Ménages ✓ Eau en bouteille : Seuls les humanitaires ✓ Eau de surface : 25% de la population ✓ Eau en sache : Seuls les motards et quelques marchands lorsqu'il fait soleil ardent. ✓ Source améliorée : 50% ✓ 50% de la communauté ne dispose pas d'une quantité suffisante d'eau (Meme non potable).
La démographie ayant augmenté dans certains quartiers de la commune rurale d'Oicha et /ou de la localité Tenambo ou le problème d'eau se posait avant la crise, ceci se pose davantage avec acuité dans ces quartiers surpeuplés.	
Type d'assainissement	Présence d'un nombre insuffisant des latrines qui se dégradent davantage à cause de la surutilisation par les déplacés.

	Il n'existe aucune douche dans les écoles qui hébergent les déplacés dans la commune rurale d'Oïcha. Ceux-ci sont amenés à utiliser les latrines comme douches avec risque très élevé de contamination des maladies surtout chez les femmes et enfants, y compris les élèves qui doivent utiliser les mêmes installations pendant les heures de cours.
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	Oui
Pratiques d'hygiène	Défécation dans des latrines, d'autres en aire libre et aujourd'hui moins de personnes qui se lavent les mains dans les 5 moments clés.
Réponses données	
Gaps et recommandations	Appuyer l'aménagement des sources d'eau potable, multiplier l'adduction d'eau par système de forage surtout dans les quartiers les plus peuplés de la commune et de la localité en vue de l'amélioration de la couverture en eau potable. Renforcer les sensibilisations sur la construction des latrines hygiéniques, des douches dans les milieux d'accueil des déplacés afin d'améliorer la couverture en latrines hygiéniques et le respect de lavage des mains aux 5 moments critiques avec du savon ou à la cendre. Collecter l'eau de pluie dans les écoles pour un usage approprié comme la lessive et l'hygiène dans les maisons, ...

7.7 Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Oui, mais limité au centre de santé de Pakanza par le CICR avec référencement à l'HGR d'Oïcha.
Risque épidémiologique	Le risque épidémiologique reste présent dans la zone, surtout pour le choléra à cause d'accès très limité à l'eau potable, aux latrines et douches hygiéniques.
Impact de la crise sur les services	Rien à signaler

Indicateurs santé (vulnérabilité de base)

Rupture de stock des médicaments, le non-paiement des prestataires de santé, le manque de kit d'hygiène aux FOSA,...

Indicateurs collectés au niveau des structures	Zone de santé d'Oïcha
Taux d'utilisation des services curatifs	53,2%
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	43%
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aiguës (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	76,4%
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	61,3%
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)	6,4%
Taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans	3,07
N.B D'autres données sont inaccessibles dans certaines aires de santé suite à l'inaccessibilité due à l'insécurité qui s'y sévit.	

Recommandation : Il faut un renforcement de sensibilisation en vue de l'amélioration de la santé nutritionnelle au sein de la zone de santé.

7.8 Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les	
---	--

besoins dans ce secteur ?	Non si ce n'est seulement la cantine scolaire soutenue dans certaines écoles par PAM à travers son partenaire APETAMACO.
Impact de la crise sur l'éducation	Les enfants déplacés en âge scolaire connaissent les difficultés d'accès à l'éducation dans le milieu de déplacement où il a été observé depuis le début de l'année scolaire une surpopulation dans des salles de classes qui serait causé par la gratuité de l'enseignement décidée par les autorités congolaises mais aussi les écoles délocalisées de leurs milieux d'origine pour la commune rurale d'Oicha. La plupart des écoles de la sous division de l'EPST d'Oicha disposent de faible capacité d'accueils.
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Données non disponibles
Réponses données. Aucune	
Recommandation	Appuyer la construction de nouvelles salles de classe et l'acquisition des équipements supplémentaires au vu de l'importance du nombre des enfants à scolariser. Organiser une distribution des Kits scolaires aux enfants déplacés dans la sous-division de l'EPST Oicha.

8 Annexe

LISTE DES CONTACTS DES EVALUATEURS/Enquêteurs			
NOM ET POST-NOM	FONCTION	CONTACT	ORGANISATION
Richard KIRIMBA	Président du Conseil d'Administration	+243992077985	COPI-RDC
Jacquis KINAHWA	Coordonnatrice	+243997743677	
Désiré KILONGO	Directeur des Programmes	+243998481820	
Edison MUSUBAO	Chef des Programmes	+243 997215225	CPAD
Isidore KICHAMBULA	Coordonnateur	+243 998 924 072	Misère Sors !
Esdras MATHE	Vice-Président		Société civile Secteur Mbau
Germain MUKEKA	Superviseur	+243 993 293 073	CPAD

LISTE DES INFORMATEURS CLES

N°	NOM ET POST-NOM	FONCTION	LIEU	CONTACT
1	KIKUKU Nicolas	FONCTIONNAIRE DELEGUE DE	LA COMMUNE RURALE D'OICHA	
2	Philippe BONANE	Président	Société civile Oicha	
3	MUTIMABISA NZOGHERA	Coordonnateur	CAD (Organisation s'occupant des mouvements des populations la zone d'enquête	
4	Pasteur PALUKU NYAVANGI Gabriel	Président	Eglises de Christ au Congo/ SYNOD Territoire de Beni	+243 998 38 45 29
5	BAHATI	Chargé des Programmes	O.D.O (Organisation	

			spécialisée dans le Wash dans la zone d'enquête)	
6	Bernadette KAHINDO	Chef de bureau	Service Genre en Territoire de Beni	
7	AONGIBO ACHUMOME	Représentant des déplacés	Site EPA MASOSI	+243972122172
8	KAMBALE SIVAYIRWA	Représentant des déplacés	Site MWANGAZA	
9	Mr Benoit	Nutritionniste	BCZ OICHA	+243 998 299 111